ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

10 mars 2008
8e année
Nº 10

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Document de politique actuelle

Qu'en est-il du droit international?

Douze questions aux candidats à la présidence des Etats-Unis: Qu'est-ce que le monde peut attendre de vous?

par Helmut Schmidt, ancien chancelier social-démocrate allemand (1974-1982)

photo mad

Même si nous les Européens ne participons pas aux élections aux Etats-Unis, j'aimerais néanmoins poser quelques questions aux candidats à la présidence de ce pays. Car, l'expérience acquise tout au long du siècle dernier nous a appris que la politique étrangère de n'importe quel président des Etats-Unis a une importance cruciale pour nous les Européens. A l'automne 2003 le président *Bush jr.* nous a annoncé: «Mission accomplie». Mais aujourd'hui encore, presque cinq ans plus tard, nous n'avons toujours pas de vision claire de ce qu'est cette mission, de ses objectifs et de sa finalité… par contre de nouvelles incertitudes sont venues s'ajouter.

L'héritage politique que va devoir assumer le nouveau président U.S. en 2009 apparaît comme plus complexe, plus global et nettement plus lourd que l'héritage du Vietnam que le président *Nixon*, nouvellement élu en 1969, avait reçu de ses prédécesseurs *Kennedy* et *Johnson*. D'ailleurs, ni Nixon, ni ses successeurs *Gerald Ford* et *Jimmy Carter*, n'ont réussi à rétablir la confiance en soi de la nation étatsunienne. Seul *Reagan* y est parvenu, aidé en cela par le passage du temps et des circonstances historiques particulières. Mais dans les luttes actuelles pour la désignation aux primaires présidentielles, la mémoire des lourdes erreurs commises lors de la guerre du Vietnam continue a exercer une influence importante sur l'opinion publique et sur le discours des candidats.

On nous dit que c'est un nouveau départ, c'est du moins ce qu'espère le peuple étatsunien. Mais est-ce que cela vaut également pour la politique étrangère? Car, même si certains candidats ont fait publier sous leur nom, dans l'influente revue *Foreign Affairs,* des articles intelligents sur ce sujet, il n'en reste pas moins que, dans leur discours, leurs véritables projets et intentions en matière de politique étrangère et de sécurité ne sont mentionnés qu'en passant, sans grands détails. A notre grande déception, cette politique nous apparaît comme très incertaine. D'un autre côté, nous les Européens savons d'expérience que, dans une démocratie, les campagnes électorales sont rarement menées sur les sommets de la clairvoyance, on reste le plus souvent dans les bas-fonds marécageux des idées générales.

Néanmoins, étant donné que ni le parcours politique, ni les discours des candidats en lice ne laisse présager ce que sera leur politique étrangère en cas de victoire, on en vient à souhaiter de chacun d'eux au moins un grand discours général sur leur vision géopolitique. Nous les Européens aimerions avoir les réponses à certaines questions, car celles-ci ne concernent pas seulement l'Amérique et ont un impact direct sur le quotidien en Europe. Ces questions incluent bien évidemment les deux guerres en cours, en Irak et en Afghanistan, mais vont bien au delà.

- Comment comptez-vous mettre fin à la guerre en Irak? Quels moyens comptez vous employer? Quel aspect doit avoir l'Irak au final?
- Quel est votre but en Afghanistan? Est-ce seulement l'élimination d'Al Qaïda ou bien également celle des Talibans? Ou bien est-ce la construction d'une démocratie?
- Au cas où Al Qaïda viendrait à s'établir de manière durable au Pakistan, voire au cas où l'organisation réussirait à accéder à l'armement nucléaire pakistanais: est-ce que vous interviendrez également militairement au Pakistan?
- Quelle est votre stratégie pour parvenir à une solution pacifique du conflit qui dure depuis un demi-siècle entre Israël et ses voisins arabes? Allez-vous vous engager pour la création d'un Etat palestinien ou bien la conférence d'Annapolis ne sera-t-elle qu'un épisode parmi d'autres?
- Maintenant que les services secrets U.S. ont publiquement constaté que l'Iran a abandonné ses intentions de se doter de l'arme nucléaire: quelle sera la future politique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Iran?
- Un quart des Etats existants au monde sont entièrement ou à forte composante islamique: allez-vous vous engager pour la tolérance religieuse et culturelle envers l'islam et vous opposer à ceux qui prônent un choc des civilisations avec l'islam?
- Etes-vous d'accord avec l'avis exprimé par, entre autres, *Zbigniew Brzezinski*, qui veut que, outre le Proche et le Moyen-Orient, la Russie représente un défi majeur pour la sécurité globale? Ou bien partagez-vous notre avis que la Russie, depuis *Gorbatchev* n'a jamais violé militairement ses frontières et s'est conduit, vis-à-vis de l'étranger, de manière plus pacifique qu'elle ne l'a jamais fait à l'époque tsariste ou soviétique? Le système ABM (antimissile balistique) dont l'installation est prévue en Pologne et en République tchèque a-t-il pour but de protéger ces pays ainsi que les Etats-Unis ou bien seulement d'intimider la Russie? Acceptez-vous le rôle d'acteur politique et économique mondial que joue la Russie?
- Acceptez-vous le rôle d'acteur politique et économique mondial que joue la Chine? Allez-vous enfin inviter la Chine aux sommets des chefs d'Etat?
- Etes-vous prêts à remplir toutes les obligations découlant pour les Etats-Unis du Traité de non-prolifération et des autres traités sur les missiles et les forces conventionnelles en Europe? Allez-vous rétablir le traité ABM visant à empêcher une nouvelle course aux armements anti-missiles, que votre prédécesseur a imprudemment annulé? Allez-vous enfin ratifier l'adaptation du traité sur les forces conventionnelles en Europe, chose que votre prédécesseur a toujours refusé de faire?
- Après que deux présidents étatsuniens aient refusé d'adhérer au protocole de Kyoto, les Etats-Unis vont-ils se joindre à une limitation contractuelle mondiale des émissions de gaz à effet de serre?
- Votre politique budgétaire et financière va-t-elle se donner pour but de rééquilibrer le déficit extrêmement élevé de votre balance extérieure? Les Etats-Unis vont-ils cesser de fonder leur croissance en accaparant l'épargne et les capitaux d'autres pays? Etes-vous d'accord de participer à une surveillance accrue des marchés financiers mondiaux hautement spéculatifs?
- La Charte des Nations Unies est-elle encore pour les Etats-Unis le fondement du droit international en vigueur?

Depuis la création des Etats-Unis d'Amérique leur politique étrangère a été marquée alternativement par des tendances isolationnistes, impérialistes ou encore internationalistes, avec à chaque fois des conséquences différentes. De nombreux Européens considèrent la politique globalement unilatérale du président actuel comme l'expression d'une volonté impérialiste. Mais malgré cela nous avons conservé notre confiance dans les instincts démocratiques de la nation étatsunienne. Pour nous, les Etats-Unis sont et restent un foyer de liberté et de lutte contre l'obscurantisme. Par contre nous savons que l'occident à lui tout seul n'est pas en mesure de réguler le monde. Car les Etats-Unis ne représentent même pas 4% de la population mondiale, et si on ajoute l'Union européenne, cela représente tout juste 12%; vers le milieu de ce siècle nous ne représenterons même pas 10% de la population de cette planète.

Aujourd'hui, même si la confiance des Européens dans le leadership étatsunien est perturbée, nous voulons néanmoins maintenir le partenariat atlantique. Nous aimerions tant pouvoir à nouveau aimer l'Amérique. Mais nous avons été rendus sceptiques par le fait que, ces dix dernières années, Washington ne s'est préoccupé de nous que quand il s'agissait de demander des soldats supplétifs ou des finances.

En même temps, nous les Européens sommes conscients de notre propre faiblesse. Car si nous avons appris à décider ensemble des critères de maintenance de nos téléphériques ou de la profondeur des bassins dans nos zoos, nous sommes pour l'instant incapables de sortir de la théorie quand il s'agit de déterminer une «politique étrangère commune» à l'Union européenne. C'est pour cela que nous attendons beaucoup du leadership étatsunien et espérons une direction rationnelle et multilatérale de la part du nouveau président des Etats-Unis – et ce d'autant plus que nous sommes persuadés de la vitalité de l'Amérique. •

Article publié initialement en allemand dans *Die Zeit* du 31/01/08.

Source: *http://www.voltairenet.org/article155342.html* (traduit par *Grégoire Seither*)

L'effondrement de l'OTAN – une chance pour un monde plus pacifique

par Jürgen Rose

Le journaliste *Jochen Bittner* se demande, plein d'inquiétude, si l'OTAN existe toujours et lance un appel pathétique: «L'ordre de mobilisation [sic!], envoyé la semaine dernière par le ministre de la Défense américain à la *Bundeswehr*, n'est que le début d'une pression grandissante et ouverte pour partager de manière équitable le tribut en vies humaines en Afghanistan.» Cette façon de procéder non seulement rappelle la folie meurtrière de la phase finale de la «guerre totale», mais encore montre à quel point on doit être obsédé pour trouver plaisir à de telles expressions.

Voulez-vous d'autres exemples? «Mais maintenant les guerriers anglo-saxons en ont assez des Européens qui se contentent de creuser des puits» avec un soupçon teinté de mépris de l'auteur Jochen Bittner qui continue sur le même ton: «A mi-voix, certains militaires américains traitent leurs camarades allemands de lâches», puis il pose la question stupide: «Peut-on relier la culture européenne à la force de frappe américaine?»

On ne peut poser de questions plus stupides. S'il est un élément dont le monde peut se passer, c'est bien de la force de frappe américaine – ces centaines de milliers de morts que la croisade de *Bush* a coûtés en Afghanistan et en Irak, en sont l'exemple parfait. Incapable d'un élan humanitaire, la fameuse communauté stratégique déplore non pas les victimes de sa politique de guerre, mais le fait qu'on approche d'une fin peu glorieuse d'une alliance militaire qui a fait son temps.

Et pourtant, l'effondrement définitif de l'OTAN offrirait une chance unique pour un monde plus pacifique. La tentative d'établir sous un faux jour, au mépris du droit international et en ignorant les Nations Unies une alliance de guerre de «pures démocrates» comme prestataire de sécurité aurait échoué. En bref: le loup ne pourrait plus entrer dans la bergerie. On assisterait au début de la fin de l'impérialisme américain, au service duquel se trouve l'OTAN, depuis le début, sur le continent européen, et pour lequel les Européens doivent servir de chair à canon pour les campagnes de mondialisation élaborées à la Maison blanche. Certes, avec la fin de l'Alliance le plus grand danger pour la sécurité internationale – les USA – ne serait pas encore complètement enrayé mais massivement réduit.

Il faudrait, bien sûr, trouver un moyen de compenser la perte de l'OTAN, dans le but d'assurer une fonction importante. L'ancien secrétaire général de l'OTAN, Lord *Ismay*, avait défini le but de cette alliance de la façon suivante: «To keep the US in, the Soviets out and the Germans down.» Pour l'Allemagne cela signifiait que plus jamais ce pays ne pourrait devenir une puissance militaire autonome au cœur de l'Europe. Cette maxime tient toujours. C'est pourquoi il serait indispensable de trouver un remplaçant à cette OTAN en passe de disparaître.

Cet endiguement de la force militaire allemande, indispensable pour tous ses voisins européens, ne peut être réalisé qu'en intégrant la *Bundeswehr* dans une armée européenne qui serait à la base d'une union de défense européenne. Les composantes nécessaires à cet objectif sont déjà en place. Une stratégie de défense a déjà été élaborée dans le cadre de la «Politique européenne de sécurité et de défense» et le Comité politique et de sécurité, le Comité militaire, l'état-major militaire et la cellule de planification de l'UE constituent les structures de commandement nécessaires. De plus, il y a depuis longtemps des formations militaires telles que l'Eurocorps et le groupement tactique (European Battle group). L'Europe ne devrait pas hésiter à s'émanciper des Etats-Unis. C'est ainsi que ce continent pourrait devenir un facteur de paix et que les «lâches Européens» auraient pris le dessus sur les «guerriers anglo-saxons».

Il semble que le moment est venu de cesser d'idéaliser l'OTAN et de s'en débarrasser une fois pour toutes, au lieu d'attendre qu'elle se dissolve d'elle-même dans un processus de putréfaction. •

Jürgen Rose, diplômé en pédagogie, est lieutenant-colonel dans la Bundeswehr et donne ici son point de vue personnel.

Tout pour Bush et encore plus de guerre dans le monde?

Ce qui relie une œuvre d'entraide chrétienne avec les adversaires de l'Islam

par Bettina Mutter, Berne

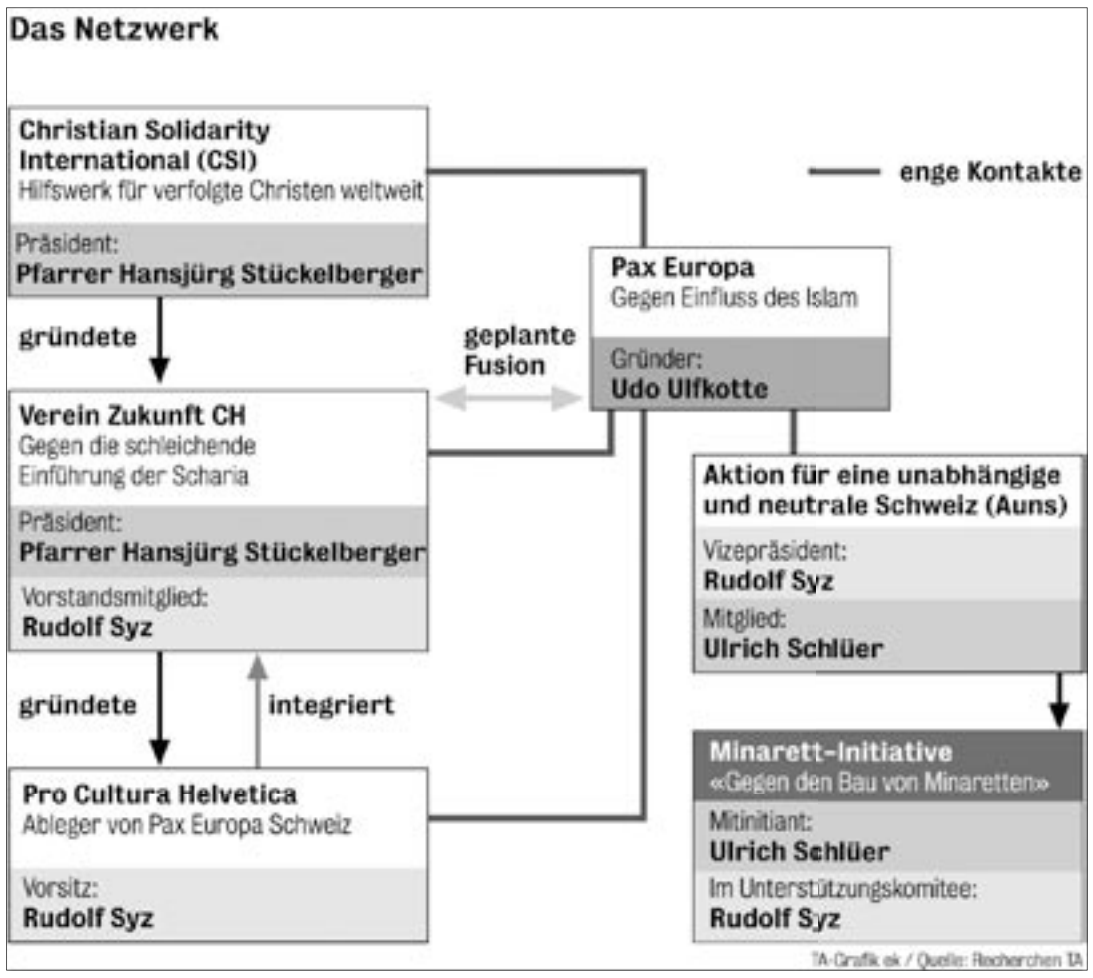
Les fondateurs de l'œuvre d'entraide chrétienne internationale CSI, ensemble avec «Pax Europa», qui est critique envers l'Islam, mettent en garde contre les musulmans. Maintenant, des politiciens qui ont jusqu'à présent propagé cette œuvre d'entraide se distancient.

Lorsqu'en 2007, avant les élections, le pasteur évangélique *Hansjürg Stückelberger* a demandé de l'aide, les politiciens sollicités ne voulaient pas dire non. Ils ont permis qu'on les représente et qu'on les cite sur le site Internet de Stückelberger.

Des gens de la gauche et de la droite se sont prononcés favorablement lors du 30e anniversaire de l'œuvre d'entraide chrétienne Christian Solidarity International (CSI) pour son engagement en Afrique, en Europe de l'Est, et en Asie (voir encadré). Ni Felix Gutzwiller (PRD), ni Chantal Galladé (PS) ou Rudolf Rechsteiner (PS) n'auraient su que Stückelberger, fondateur d'une «Organisation chrétienne pour les droits de l'homme» prend en même temps position contre l'Islam avec un vocabulaire fondamentaliste.

Stückelberger, âgé de 71 ans, voit les musulmans comme des hommes «sous l'influence d'un esprit mensonger». Sur un ton alarmiste il a affirmé que l'Europe deviendrait bientôt une «Eurabia» à cause de l'Islam. Et dans ses écrits accessibles aussi sur Internet, («La croix et le foulard», «A travers la Turquie vers l'Eurabia»), les Suisses deviennent les victimes et les musulmans les malfaiteurs: «Nur die allerdümmsten Kälber wählen ihre Schlächter selber» (Seuls les veaux les plus bêtes choisissent eux-mêmes leur boucher), c'est ce qu'écrit l'ancien lance-mines de l'infanterie de montagne suisse. Avec des phrases comme: «L'immigration des musulmans est un danger pour la démocratie et pour toutes les libertés qui y sont liées» il veut sauver «la conception de l'homme, issue de la culture chrétienne occidentale».

Tout cela a échappé aux parlementaires. Lorsqu'ils y ont été confrontés, ils se sont distanciés de la mission chrétienne de Stückelberger. Chantal Galladé a dit qu'elle s'était identifiée avec les objectifs de Stückelberger parce qu'il défend les droits de l'homme. Maintenant elle veut que son nom soit éliminé du site Internet. A cause de leurs projets contre d'autres religions, elle se distancie «en bonne et due forme du CSI et de l'engagement de Stückelberger». Son collègue de parti *Ruedi Rechsteiner* regrette également d'avoir loué les actions d'aide du pasteur au Darfour. «Stückelberger se disqualifie lui-même avec sa guerre de religion contre les musulmans.» Le médecin de prévention Gutzwiller a dit: «Je n'ai pas examiné les autres activités moi-même.» Il se serait seulement «prononcé en ce qui concerne l'engagement au Soudan».



Cette infographie publiée dans le «Tages-Anzeiger» répresente le réseau des diverses organisations mentionnées dans cet article.

Un entrepreneur en produits pharmaceutiques le finance

Le reproche d'un usage abusif d'une œuvre d'entraide chrétienne comme couverture pour le dénigrement d'une religion n'est pas nouveau pour le pasteur. Pour que sa mission contre l'islamisation de la Suisse et que les dons au CSI ne soient pas freinés, il a fondé en 2006 une autre organisation, l'association «Zukunft CH» (avenir CH). Cette association se prête mieux à une activité politique. Le CSI et les dons qu'ils reçoivent, admet Stückelberger, ne convenaient pas «pour pouvoir nous engager pour une culture de la liberté». Cela devait réussir avec l'association «Zukunft CH» et cela non seulement en Suisse, mais dans toute l'Europe. Celui qui y adhère ne se bat pas seulement pour «l'encouragement de familles suisses avec des enfants», mais avant tout «contre l'introduction insidieuse de la charia, le droit islamique» en Suisse et en Europe. Dans ses bulletins d'information, «Zukunft CH» met en garde contre un danger pour la démocratie contre un «islamisme extrémiste» qui, au milieu de l'Europe, menacerait la Suisse.

Dans le comité de l'association on trouve des gens qui s'opposeraient volontiers de manière encore plus véhémente aux musulmans que le président de l'association et pasteur Stückelberger, lequel, comme fondateur d'une œuvre d'entraide chrétienne, ne peut jamais le faire.

Dans ce contexte, c'est un entrepreneur bâlois qui attire surtout l'attention. Au sein du comité, le commerçant de produits pharmaceutiques et cosmétiques *Rudolf Syz* de Liestal n'est pas seulement connu comme le plus engagé mais aussi comme le plus solvable. Le multimillionnaire ne veut pas nommer la somme, mais il aurait investi «beaucoup d'argent» pour élargir l'engagement contre l'islamisme en Suisse. «Et j'en investirai encore plus», annonce Syz. Pour cela il renoncerait avec plaisir à une partie de sa fortune. Et c'est pour cela qu'il avait organisé «et financé» cet automne – avec l'ancien conseiller national et initiant «anti-minaret» *Ulrich Schlüer* – entre autre une série de conférences avec *Udo Ulfkotte*. Comme Stückelberger, Syz et Schlüer ont des intérêts communs, tous les trois sont étroitement en contact avec l'Allemand Ulfkotte.

Réaliser les objectifs de l'initiative contre les minarets

L'auteur à succès («La guerre dans nos villes»; «Guerre sainte en Europe») sillonne les villes pour l'association «Pax Europa» – toujours en quête d'argent et de membres. Il veut ancrer «Pax Europa» dans autant de pays que possible comme bastion contre la charia.

Ulfkotte félicite Stückelberger, celui-ci félicite Ulfkotte. L'ex-journaliste remuant dit que la Suisse et l'Europe risquent «de se retrouver avec une majorité de l'islamisme politique» et que «Pax Europa» et «Zukunft CH» devraient être renforcés. Stückelberger, Syz et Schlüer rapprochent Ulfkotte de cet objectif. Sous le nom de «Pro cultura helvetica» Syz a depuis l'automne dernier déjà pu gagner beaucoup de membres. «Pro cultura helvetica» aurait, d'après Ulfkotte, servi de «filiale de ‹Pax Europa›». On n'a pas voulu faire de la publicité avec le mot «Europe». Maintenant les membres de «Pro cultura helvetica seraient intégrés dans l'association «Zukunft CH». Syz, Stückelberger et Ulfkotte veulent par la suite faire de cette association et de «Pax Europa» un grand mouvement. «Nous nous sommes tous mis d'accord que notre engagement en Suisse et en Europe doit se renforcer mutuellement», dit Syz. Evidemment ils comptent avec la résistance des musulmans. «Mais cela ne me fait ni chaud ni froid» dit l'entrepreneur Syz. Il continue de lutter pour une Suisse dans laquelle «aucun droit islamique ne doit dominer».

Le fondateur de «Pax Europa» Ulfkotte est heureux de cette aide venue de Suisse. Il n'exclut pas de changer le nom de «Pax Europa» après la fusion avec «Zukunft CH»: en Allemagne cela s'appellera «Zukunft DE», en France «Avenir FR». «Avec leurs moyens, les Suisses peuvent nous aider à lutter contre l'islamisation de l'Europe», dit Ulfkotte.

Syz donne de nouveau, d'après ses propres dires, beaucoup d'argent: pour «Pax Europa», pour «Zukunft CH» – mais aussi pour *l'Action pour une Suisse indépendante et neutre* (Asin), dont il est le vice-président. Qu'il soit aussi dans le comité de soutien pour l'initiative «Contre la construction de minarets» est logique. Celle-ci a été initiée par le membre de l'Asin Ulrich Schlüer. Mais d'après Syz, elle n'est qu'un premier pas. Stückelberger et lui trouvent cet arrêt de construction «important». On veut, ensemble avec Ulfkotte, porter dans le monde le véritable objectif formulé par Schlüer: «Nous devons freiner la propagation de l'Islam.» •

Première publication dans le «Tages-Anzeiger» du 29/1/08

(Traduction *Horizons et débats)*

4,5 millions de francs de dons

mut. Le pasteur zurichois Hansjürg Stückelberger a dirigé, entre 1973 et 1981, la *Mission chrétienne pour les pays de l'Est (MCE)* grâce à laquelle il a «fait passer en fraude des millions de Bibles derrière le Rideau de fer». En 1977, il a fondé l'organisation humanitaire *Christian Solidarity International (CSI).* En 2006, il a pu distribuer 4,5 millions de francs provenant de dons. Plus d'une douzaine de personnes travaillent au siège international de Binz (ZH). CSI a des bureaux dans 9 pays étrangers. Il vient en aide à des chrétiens persécutés, à des enfants dans la détresse et à des victimes de catastrophes. Cette association, qui se veut «organisation de défense des droits de l'homme», ne possède pas le label suisse de qualité *Zewo* – qui distingue les organisations d'utilité publique «qui utilisent de manière consciencieuse» les fonds qu'elles collectent – car Stückelberger est à la fois président international et administrateur. Le 1er janvier, Stückelberger a passé la présidence de *CSI Suisse* à sa fille mais pas celle de *CSI International.*

Fin 2006, il a fondé l'association *Zukunft CH*. Selon le journal de l'association, celle-ci compte déjà 2500 donateurs et l'on pense qu'ils seront bientôt 10 000. Avec l'argent récolté, Stückelberger entend lutter contre les «mouvements religieux totalitaires», transmettre des valeurs d'avenir et renforcer la famille. Mais avant tout, il veut «informer sur les conséquences de l'islamisation rampante».

Source: Tages-Anzeiger du 29/1/08

Courrier des lecteurs

Crimes contre l'humanité

C'est avec colère et indignation que j'ai dû lire dans *Horizons et débats* ainsi que dans d'autres journaux la déclaration d'anciens généraux de l'*OTAN* motivant à l'utilisation des armes nucléaires. Les citoyens sont-ils, face à de tels criminels, mains liées? Ce type de pensée n'est-il pas le seul, après la folie, à être à l'encontre des droits de l'homme, sans parler de sérieuses discussions lors de la planification et des réunions de l'*OTAN*?

N'est-il pas possible de poursuivre juridiquement ces fous en raison de leur préparation aux crimes contre l'humanité? N'y a-t-il pas de juges capables de porter plainte contre ces criminels au nom des peuples de la terre?

La majorité de l'humanité se regrouperait certainement derrière la partie plaignante, et moi en premier – beaucoup pensent comme moi – serais disposé à participer aux coûts attendus!

Harald Schulze, Weissensberg (Allemagne)

La CSI impute la faute à l'Islam

kw. L'organisation *Christian Solidarity International CSI* distribue un tract partial. Elle n'impute la faute de la souffrance des centaines de milliers de chrétiens en Irak qu'aux Islamistes. Les images des atrocités soulignent la présentation partiale de l'histoire récente en Irak. Mais on ne mentionne aucunement la guerre d'agression cruelle contraire au droit international que les USA et son alliance de guerre mènent contre l'Irak et qui a déclenché la terreur massive contre la population civile. Les deux guerres contre l'Irak, l'embargo cruel et rien d'autre ont empiré la situation des chrétiens (et d'autres groupes) en Irak, tel à un point que des centaines de milliers se sont réfugiés en Syrie et en Jordanie, des pays voisins majoritairement musulmans. Là-bas, on les accueille aussi bien que possible. Cet engagement d'aide qui dépasse les limites des religions est passé sous silence.

On doit supposer que la propagande de la CSI constitue une partie d'une grande offensive publicitaire qui commence à se répandre en Suisse respectivement en Europe, une offensive qui veut faire croire que l'Islam constitue «le» danger pour l'Occident chrétien.

La vraie cause de la faim, de la misère et des victimes civiles de la guerre – les guerres d'agressions commencées par les USA – est dissimulée; au lieu de cela, on sème une profonde méfiance entre les différents groupes et religions de la population pour les désunir entre eux.

La gérante des affaires de la CSI est *Annette Walder-Stückelberger.* Depuis peu de temps, elle est aussi cheffe du «Groupe de travail pour la liberté religieuse» de l'Alliance évangélique suisse, majoritairement une organisation des églises libres. •

Source: *www.csi-schweiz.ch*, 24/2/08

VIIe session du Conseil des droits de l'homme

*par Alfred de Zayas, Genève**

La VIIe session du *Conseil des droits de l'homme de l'ONU* a été ouverte le 3 mars par le Secrétaire général des Nations Unies *Ban Ki-Moon* dans la grande salle de l'Assemblée générale à Genève. Cette session a du pain sur la planche car le monde ne manque pas de problèmes. Il a entendu une allocution très inspirée par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, *Louise Arbour,* ainsi qu'un discours de substance prononcé par *Micheline Calmy-Rey,* très applaudie.

Le jeudi 6 mars, une Résolution a été adoptée par 33 voix qui condamne aussi bien les attaques israéliennes en territoire palestinien que les tirs de roquettes par le Hamas. La Suisse a voté pour tandis que l'Union européenne s'est abstenue. Le Canada a voté contre.

L'incursion militaire colombienne du 29 février en Equateur – illégale au regard du droit international – n'était pas seulement un crime, mais une bêtise, comme aurait dit *Talleyrand.* En effet, les négociations avec les FARC à propos de la libération d'otages, qui étaient bien engagées et avaient déjà abouti à la libération de six otages, n'ont plus guère de chance de succès, par exemple pour obtenir la libération d'*Ingrid Betancourt.*

Nous sommes tous tristes d'apprendre que la Haut-Commissaire aux droits de l'homme Louise Arbour ne tient pas à renouveler son mandat de 4 ans et quittera Genève à l'été prochain. Elle a souvent manifesté un grand courage et a critiqué également les atteintes aux droits de l'homme perpétrées dans de pays comme le Soudan et la Birmanie, mais aussi aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. Elle est généralement respectée par les Etats et appréciée des collaborateurs du Secrétariat. Au bout de quatre ans, elle en avait manifestement assez des pressions exercées par les Etats qui veulent continuer à violer le droit international sans subir de critiques.

Le vendredi 7 mars, l'*Associación Española para el Desarrollo y la Aplicación del Derecho Internacional de los Derechos Humanos* a organisé en salle XXII un débat public sur l'extrême pauvreté et le droit humain à la paix auquel ont participé 60 personnes. Animé par *Carlos Villán Durán,* président du SSIHRL *(http://www.aedidh.org/),* le panel était composé de *Charlotte Le Den* de l'*Institut international de recherches pour la paix* (Genève), *Rogate Mshana*, du *Conseil mondial des Eglises, Viet Tu Tran,* du *Haut-Commissariat aux droits de l'homme*, *Mario Yutzis,* ancien président du *Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale*, et moi-même.

Les intervenants du débat public qui s'investissent en faveur de la paix. (photo mad)

Villán Durán a évoqué la *Déclaration de Luarca* sur le droit humain à la paix dont a déjà parlé plusieurs fois *Horizons et débats* (nos 8/07 et 39/07). Depuis, de nombreux congrès régionaux se sont tenus et plus de cent ONG avec statut consultatif auprès des Nations Unies ont adopté cette Déclaration. Le professeur argentin Yutzis a présenté quelques réflexions philosophiques sur le droit à la culture et à l'identité, le droit à avoir un avenir et des rêves personnels – *el derecho de soñar*.

Comme mon sujet était le droit au développement, je me suis référé aux résolutions et aux rapports de l'ONU à ce sujet. J'ai rappelé les objectifs de développement du Millénaire adoptés en 2000 par le *Sommet du Millénaire* et réaffirmés par l'Assemblée générale en 2005. Il vaut la peine de rappeler ces objectifs qui devraient être atteints d'ici à 2015:

Objectif 1: Réduire l'extrême pauvreté et la faim. (Diviser par deux le nombre de personnes vivant avec un revenu de moins d'un dollar par jour et réduire celui des personnes qui souffrent de la faim.)

Objectif 2: Assurer l'éducation primaire pour tous. (Un enfant sur quatre ne peut pas fréquenter une école primaire: dans le monde, 22% des garçons et 25% des filles sont exclus de l'enseignement. En Afrique subsaharienne, cette proportion est même de 50%.)

Objectif 3: Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes. (Il faut que toutes les filles aient accès à l'éducation et cela à tous les degrés scolaires et que les femmes gagnent en autonomie grâce à l'éducation. Pour 100 garçons qui ne vont pas à l'école dans le monde, on compte 115 filles. A long terme, l'éducation des filles contribue de manière particulièrement efficace au développement. Chaque jeune fille qui apprend à lire, à écrire et à s'informer peut une fois adulte contribuer au développement économique de son pays.)

Objectif 4: Réduire la mortalité infantile. (Réduire de deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans. Chaque minute, 21 enfants meurent de maladies évitables comme la diarrhée ou la pneumonie. En améliorant notamment les services sanitaires et grâce aux campagnes de vaccination, la mortalité infantile a pu être réduite de 18% depuis 1990.)

Objectif 5: Améliorer la santé maternelle. (Réduire de trois quart le taux de mortalité maternelle. Chaque jour, environ 1400 jeunes filles et femmes meurent de complications pendant la grossesse ou lors de l'accouchement.)

Objectif 6: Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. (Dans le monde, 46 millions de personnes vivent avec le VIH/sida, dont plus de 2 millions d'enfants. Chaque minute, la malaria tue un enfant. Alors que depuis 1900, dans certains pays, la lutte contre le paludisme a enregistré certains progrès, le VIH continue de se propager.)

Objectif 7: Assurer un environnement durable. (Dans le monde, 425 millions d'enfants et d'adolescents vivent dans des ménages sans accès à l'eau potable. Chaque année, plus d'un million et demi d'enfants meurent de diarrhées avant d'avoir atteint l'âge de 5 ans. Plus de 980 millions ne disposent pas d'installations sanitaires.)

Objectif 8: Mettre en place un partenariat mondial pour le développement. (Des enfants en bonne santé, heureux de vivre sont la solution au développement d'un village, d'une région, d'un Etat, de même qu'à celui de l'autonomie. C'est pourquoi l'Unicef s'investit, dans l'aide au développement, particulièrement en faveur des besoins des enfants.)

Pour atteindre ces objectifs, il est indispensable d'assurer la paix dans le monde. C'est pourquoi le droit humain à la paix est si important. En effet, il permet de demander le respect des autres droits. En temps de guerre, les normes des droits de l'homme subsistent certes, mais elles sont bafouées quotidiennement.

Cette année, d'autres congrès seront organisés sur la *Déclaration de Luarca* dans le but d'adopter un texte définitif en 2008 qui devra être adopté à son tour par le Conseil des droits de l'homme et l'Assemblée générale des Nations Unies. *Pax optima rerum.* •

* Alfred de Zayas, Geneva School of Diplomacy, *www.alfreddezayas.com*

Le Kosovo sera-t-il encore la marionnette des Etats-Unis?

Un journal slovène met en ligne le procès-verbal d'un entretien entre des diplomates de l'UE et des USA

me. Le 16 février dernier, le quotidien autrichien *Standard* a révélé à nouveau une chose incroyable: On a fait parvenir au quotidien slovène *Delo* un procès-verbal de 9 pages sur les entretiens entre le directeur politique du ministère slovène des Affaires étrangères *Mitjia Drobnic,* le Secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis *Daniel Fried* et *Rosemary DiCarlo.* Le journal a mis en ligne ce document saisissant le 28 janvier. L'entretien avait eu lieu à la mi-décembre 2007. Ce document montre que dans la question du Kosovo, la Slovénie, qui préside l'UE (et détermine donc la politique européenne) est pilotée directement par Washington. C'est lors de cet entretien qu'ont été discutées la procédure d'indépendance et les intrigues en coulisses qui ont eu lieu par la suite.

Rappelons-nous à ce sujet les articles sur l'abandon de souveraineté des Etats européens et le passage à une nouvelle société féodale suscité par le Traité de Lisbonne (qui a remplacé la Constitution européenne) ainsi que le passage de l'interview accordée par *Henry Kissinger* au *Spiegel* qui confirme cette perte de souveraineté. En conclusion: Les citoyens d'Europe sont gouvernés par une élite de collaborateurs à la botte de Washington.

L'encadré ci-contre reproduit des extraits dudit procès-verbal. •

La Déclaration d'indépendance doit avoir lieu un dimanche

«La *Déclaration d'indépendance coordonnée* ne doit pas être liée aux élections en Serbie. Pour DiCarlo, il conviendrait que la séance du Parlement kosovar au cours de laquelle la déclaration d'indépendance sera adoptée ait lieu un dimanche car la Russie n'aura pas le temps de convoquer le Conseil de sécurité. Les premières reconnaissances arriveront déjà entre-temps.

Fried pense qu'il ne faut pas chercher à obtenir que tous les membres de l'UE reconnaissent le Kosovo. Ce qui est important, c'est la décision sur la mission de l'UE et l'ouverture d'un bureau de l'UE au Kosovo (International Civilian Office) et nous ne devrions pas nous préoccuper des critiques de la Russie et de la Serbie.»

15 parmi les 27 Etats suffisent

«Fried encourage la Slovénie à être le premier pays à reconnaître le Kosovo. Les USA estiment qu'au début, six pays ne reconnaîtront pas le Kosovo, mais s'il y en a 15 sur 25, cela suffira. La présidence slovène de l'UE jouera là un rôle clé.»

«Momentanément, les Etats-Unis évitent de se prononcer sur l'indépendance du Kosovo, mais quand elle aura été proclamée, ils seront les premiers à la reconnaître. Ils font en sorte que dans les premiers jours, le plus grand nombre possible d'Etats hors UE reconnaissent le Kosovo. Ils se livrent à un intense lobbying auprès du Japon, de la Turquie et des Etats arabes, qui se sont dits prêts à reconnaître le Kosovo sans tarder. L'adjoint de Fried explique que la Turquie se montrera sans doute coopérative quant à la définition du statut du Kosovo (lien islamique, question de la République turque de Chypre).»

Il ne faut pas que l'ONU empêche l'envoi de troupes

«Concernant le soutien du Secrétaire général des Nations Unies à l'envoi au Kosovo d'une mission de l'UE, Fried déclare que M. Ban Ki-moon subit des pressions de la Russie, ce qui le met dans une situation délicate. Cependant les Etats-Unis ont l'assurance que le Secrétaire général ne s'opposera pas à cet envoi. […] Les Etats-Unis aideront le Secrétaire général dans ses problèmes avec la Russie, mais il faut que la Slovénie obtiennent au sein de l'UE l'envoi rapide de la mission.»

«DiCarlo: On est persuadé que Ban peut difficilement demander [à l'UE] de se charger de la mission avant la déclaration d'indépendance. Il faut reconnaître le Kosovo tout de suite après cette déclaration car c'est seulement à ce moment-là que le Secrétaire général pourra constater que la situation sur place a changé et qu'il pourra demander à l'UE de se charger de la mission. […] Alors Ban n'aura plus qu'à insister sur le fait que les choses ont changé et à inviter l'UE à envoyer sa mission. Il n'a pas besoin pour cela de décision du Conseil de sécurité.»

Brammertz doit se rendre en Serbie

«Drobnic explique que la Belgique et les Pays-Bas insistent pour que soit respectée rigoureusement la condition du TPIY [coopération totale de la Serbie avec le Tribunal pénal international de La Haye] à la signature de l'Accord de stabilisation et d'association (avec la Serbie). […] DiCarlo, Bertram Braun (adjoint au conseiller américain à la sécurité): Il serait très souhaitable que la Serbie signe l'Accord avant la déclaration d'indépendance du Kosovo parce qu'après on aurait l'impression que c'est une récompense [manifestement un dédommagement] de l'UE pour la perte du Kosovo, ce que les Serbes n'apprécieraient pas.

Les Etats-Unis parleront avec les Pays-Bas. […] Ils aident davantage la région en obtenant l'agrément de la Serbie qu'en insistant sur le strict respect de la coopération avec le TPIY. Peut-être serait-il utile que le nouveau procureur général (Serge) Brammertz se rende en Serbie dans les premiers jours de janvier et qu'il attribue des notes un peu plus positives que (son prédécesseur) Carla del Ponte l'année précédente.»

Sources: Standard (Vienne) du 16/2/08
http://delo.si/index.php?sv_path=41,35,267847
(Traduction *Horizons et débats)*

Documento sobre historia contemporánea

¿Dónde queda el derecho internacional?

12 preguntas a los candidatos a la presidencia de Estados Unidos: ¿Qué puede esperar el mundo de vosotros?

por Helmut Schmidt, ex canciller alemán

foto mad

Aunque nosotros los europeos no participamos en las elecciones en Estados Unidos, me gustaría plantear varias preguntas a los candidatos a la presidencia de ese país. Es que la experiencia adquirida a lo largo del siglo pasado nos ha enseñado que la política exterior de cualquier presidente de Estados Unidos reviste una importancia crucial para nosotros los europeos. Durante el otoño de 2003, el presidente *Bush Jr.* nos anunció: «Misión cumplida». Pero hasta hoy, casi 5 años más tarde, seguimos sin tener una visión clara de en qué consiste esa misión, de sus objetivos y de su finalidad… Por el contrario, nuevas interrogantes se han agregado a las ya existentes.

El legado político que el nuevo presidente de Estados Unidos tendrá que asumir en 2009 se plantea como más complejo, más global y claramente más pesado que el legado de Vietnam que el presidente *Nixon* recibiera de sus predecesores *Kennedy* y *Johnson,* al ser electo en 1969. Por cierto, ni Nixon, ni sus sucesores *Gerald Ford* y *Jimmy Carter,* lograron restablecer la confianza de la nación estadounidense en sí misma. Sólo *Reagan* logró hacerlo, con la ayuda del paso del tiempo y de circunstancias históricas muy específicas. Pero, en las actuales luchas por la nominación de las primarias presidenciales, el recuerdo de los graves errores cometidos durante la guerra de Vietnam sigue ejerciendo una importante influencia sobre la opinión pública y el discurso de los candidatos.

Nos dicen que esto es una nueva arrancada. Al menos, eso es lo que el pueblo estadounidense espera. Pero, ¿esa afirmación es también válida para la política exterior? Porque, aunque algunos candidatos han hecho publicar en su nombre – en las páginas de la influyente revista *Foreign Affairs* – algunos artículos inteligentes sobre ese tema, lo cierto es que en sus discursos sus verdaderos proyectos e intenciones en materia de política exterior sólo se mencionan de pasada, sin muchos detalles. Para nuestra gran decepción, este aspecto de su política parece muy incierto. Por otro lado, los europeos sabemos por experiencia propia que, en una democracia, las campañas electorales raramente se desarrollan en las cúspides del discernimiento. La mayoría de las veces se quedan en los bajos fondos pantanosos de las ideas generales.

Sin embargo, dado que ni la trayectoria política, ni los discursos de los candidatos en pugna permiten presagiar lo que será su política exterior en caso de victoria, no nos queda otra cosa que desear por parte de cada uno de ellos al menos un gran discurso general sobre su visión geopolítica. A nosotros los europeos nos gustaría tener respuestas a ciertas preguntas ya que estas últimas no tienen que ver sólo con Estados Unidos, mientras que sí tienen un impacto directo sobre la cotidianidad de Europa. Dichas preguntas incluyen, evidentemente, las dos guerras que se están desarrollando, en Irak y en Afganistán, aunque también van mucho más allá.

- ¿Cómo piensan ustedes poner fin a la guerra en Irak? ¿Qué medios piensan emplear? ¿Qué aspecto debería tener Irak al final?
- ¿Cuál es el objetivo de ustedes en Afganistán? ¿Se trata solamente de la eliminación de Al-Qaeda o también de la de los talibanes? ¿O se trata de la construcción de una democracia?
- En caso de que Al-Qaeda se estableciera de forma duradera en Pakistán, o en caso de que la organización lograra tener acceso al armamento nuclear pakistaní, ¿intervendrían ustedes militarmente en Pakistán?
- ¿Cuál es la estrategia de ustedes para lograr una solución pacífica del conflicto que dura ya desde hace medio siglo entre Israel y sus vecinos árabes? ¿Se implicarán ustedes en la creación de un Estado palestino o será la Conferencia de Annapolis uno más entre tantos episodios?
- Ahora que los servicios secretos estadounidenses han comprobado que Irán abandonó sus intenciones de dotarse del arma nuclear, ¿cuál será la futura política de Estados Unidos hacia Irán?
- La cuarta parte de los Estados existentes a través del mundo son enteramente islámicos o incluyen un fuerte componente islámico. ¿Se implicarán ustedes a favor de la tolerancia religiosa y cultural hacia el Islam y se opondrán a quienes predican un choque de civilizaciones con el Islam?
- ¿Están ustedes de acuerdo con la opinión expresada, entre otros, por *Zbigniew Brzezinski*, quien afirma que, además del Próximo y el Medio Oriente, Rusia representa un desafío de gran envergadura para la seguridad global? ¿O comparten ustedes nuestra opinión de que Rusia, desde la época de *Mijail Gorbatchov,* nunca ha violado militarmente sus propias fronteras y se ha comportado, hacia el extranjero, de forma más pacífica que nunca desde la época zarista y desde la época soviética? ¿El sistema ABM (antimisiles balísticos) cuya instalación se prevé en Polonia y en la República Checa tiene como objetivo proteger a esos países así como a Estados Unidos o su propósito es solamente intimidar a Rusia? ¿Aceptan ustedes el papel de actor político y económico mundial que está desempeñando Rusia?
- Aceptan ustedes el papel de actor político y económico mundial que desempeña China? ¿Invitarán ustedes finalmente a China a las cumbres de jefes de Estado?
- ¿Están ustedes dispuestos a cumplir todas las obligaciones que implican para Estados Unidos el Tratado de No Proliferación y otros tratados sobre los misiles y las fuerzas convencionales en Europa? ¿Restablecerán ustedes el Tratado ABM tendiente a impedir una nueva carrera de armamentos antimisiles, [tratado] que el predecesor de ustedes anuló tan imprudentemente? ¿Ratificarán ustedes por fin la adaptación del Tratado sobre las fuerzas convencionales en Europa, cosa que el predecesor de ustedes siempre se ha negado a hacer?
- Después de la negativa de dos presidentes estadounidenses a adoptar el protocolo de Kyoto, ¿se sumará Estados Unidos a una limitación contractual de las emisiones de gases de efecto invernadero?
- ¿La política presupuestaria y financiera de ustedes se planteará como objetivo reequilibrar el déficit extremadamente elevado de la balanza exterior estadounidense? ¿Cesará Estados Unidos de basar su crecimiento en el acaparamiento del ahorro y de los capitales de otros países? ¿Están ustedes de acuerdo en participar en una vigilancia reforzada sobre los mercados financieros mundiales altamente especulativos?
- ¿La Carta de las Naciones Unidas sigue siendo para Estados Unidos el basamento del derecho internacional en vigor?

Desde la creación de los Estados Unidos de América la política exterior [de ese país] ha estado marcada alternativamente por tendencias aislacionistas, imperialistas e incluso internacionalistas, con consecuencias diferentes en cada caso. Numerosos europeos consideran la política globalmente unilateral del actual presidente como la expresión de una voluntad imperialista. Pero, a pesar de ello, hemos conservado nuestra confianza en los instintos democráticos de la nación estadounidense. Para nosotros, Estados Unidos es y sigue siendo un foco de libertad y de lucha contra el oscurantismo. Pero sabemos que Occidente no puede regir el mundo por sí solo ya que Estados Unidos no representa ni siquiera el 4% de la población mundial, y si agregamos la Unión Europea representamos apenas el 12%… hacia la mitad de este siglo no representaremos ni siquiera el 10% de la población del planeta.

Hoy en día, aunque la confianza de los europeos hacia el liderazgo estadounidense se ha visto perturbada, queremos mantener sin embargo la asociación atlántica. Cuánto nos gustaría poder amar nuevamente a Estados Unidos. Pero nos hemos vuelto escépticos al ver que, durante los 10 últimos años, Washington sólo se ha preocupado por nosotros cuando se tratada de pedir soldados o dinero.

Al mismo tiempo, nosotros los europeos estamos concientes de nuestra propia debilidad. Hemos aprendido a decidir juntos cuando se trata de criterios sobre el mantenimiento de nuestros teleféricos o la profundidad de los estanques en nuestros zoológicos, pero seguimos siendo incapaces de ir más allá de la teoría cuando se trata de establecer una política exterior común para la Unión Europea. Es por eso que esperamos mucho del liderazgo estadounidense y que esperamos una dirección racional y multilateral de parte del nuevo presidente de Estados Unidos – sobre todo teniendo en cuenta que estamos convencidos de la vitalidad de América. •

Artículo publicado inicialmente en el diario alemán *Die Zeit* del 31/01/08. Traducción: Red Voltaire & ToP Asociados.
(Fuente: *http://www.voltairenet.org/article155460.html)*

Disgregación de la OTAN – ocasión para un mundo más pacífico

por Jürgen Rose

«¿Existe todavía la OTAN?», preguntó preocupado el periodista *Jochen Bittner* y vaticinó patéticamente: «La órden de alistamiento [sic] que el ministro de defensa norteamericano envió al ejército alemán la semana pasada, podría haber sido recién el comienzo de un enorme zamarreo público por un justo tributo de sangre [sic] en Afganistán.» Una dicción tal, no sólo provoca asociaciones con la fase última de la *guerra total* dominada por el delirio de la muerte, sino que da a entender en qué medida tiene que estar alguien posesionado, para complacerse con frases semejantes.

¿Otras pruebas más? «Los guerreros anglosajones están perdiendo la paciencia(…) con los ‹perforadores de pozos› europeos», comprueba el autor Jochen Bittner con un cierto desprecio y advierte en el mismo tono: «Ya hace tiempo que, a media voz, algunos militares norteamericanos califican de cobardes a sus camaradas alemanes», y finalmente formula la obstrusa pregunta: «¿Es compatible el civismo europeo con el «ardor norteamericano?»

Imposible preguntar con más simpleza. Si hay algo de lo que el mundo puede desistir completamente, es «el ardor norteamericano»: los cientos de miles de muertos que *George Bush* dejó tras de sí en las cruzadas de Iraq y Afganistán, prestan un mudo testimonio. La llamada Strategic Community, incapaz de un impulso humanitario, no lamenta las víctimas de su política de guerra, sino la posible aproximación del fin poco glorioso de una alianza militar ya obsoleta.

Precisamente la disgregación definitiva de la OTAN, traería consigo inestimables ocasiones para un mundo más pacífico. Así fracasaría cada intento de establecer una alianza ofensiva de «demócratas impecables» como servidores globales de la seguridad, bajo una falsa bandera, al márgen de las Naciones Unidas y contraria al derecho internacional. En otras palabras: el carnero ya no podría hacerse pasar por el jardinero. Se anunciaría el comienzo del fin del imperio norteamericano, al servicio del cual estuvo la OTAN desde sus comienzos en el continente europeo. Y hoy en día, a los europeos les corresponde suministrar a ésta con carne de cañón para las cruzadas de globalización, proyectadas en la oficina oval. Aún cuando con el fin de la alianza el máximo peligro para la seguridad internacional, configurado por EE.UU., no estaría totalmente cercado – de todos modos se reduciría drásticamente.

Por cierto, sería indispensable crear un substitutivo para la OTAN, entre tanto inútil, para cumplir una función que sigue siendo esencial. El ex secretario general de la OTAN, Lord *Ismay,* con su dicción tristemente célebre, definió la función de la alianza: «To keep US in, the Soviets out and the Germans down.» Concretamente significa: Alemania nunca más puede volver a ser una potencia militar con capacidad de acción autónoma, en el corazón de Europa. Esa máxima sigue teniendo vigencia categóricamente. Justamente por eso, un equivalente funcional para una OTAN en vias de desintegración, sería inalienable.

Una limitación del poder militar alemán, imprescindible según la opinión de muchos países europeos, se puede lograr sólo integrando el ejército alemán en un armada europea, la que a su vez sería un elemento fundamental para una unión europea de defensa. Los componentes necesarios para ello, están a disposición desde hace mucho tiempo: en el marco de la llamada «política europea de seguridad y defensa» se formuló una estrategia propia de seguridad. Existen estructuras de conducción en forma del comité político y de seguridad, de la comisión militar, del estado mayor del ejército y una célula de planeamiento de la UE.

Además, existen desde hace tiempo, algunas formaciones militares como Eurokorps y Battle groups. Europa no tendría que vacilar en aprovechar esta posibilidad que se está dando, para la emancipación de EE.UU.. De esa forma, el continente podría realmente devenir una potencia para la paz, los «perforadores de pozos» europeos habrían triunfado sobre los «guerreros anglosajones».

En lugar de adorar a la OTAN como una vaca sagrada, parece haber llegado el momento de ahorrarle a la alianza un lento languidecer, disolviéndola sin vacilar. •

Pedagogo *Jürgen Rose* es teniente primero del ejército alemán y en este artículo sostiene su opinión personal.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Il suffirait que la moitié des communes s'y oppose pour faire capoter la réforme des communes»

hd. Les contributions suivantes présentent un débat qui se déroule actuellement en Suisse dans plusieurs cantons: celui concernant les fusions des communes, c'est-à-dire le rassemblement de différentes petites communes en une seule grande. On justifie ce processus par des considérations économiques, estimant que les petites communes sont dépassées par les charges financières, mais aussi le manque de personnel, les structures politiques devant s'adapter à la croissance de l'économie, etc. Bien qu'en y regardant de plus près on constate que ces arguments non seulement ne tiennent pas, mais qu'en règle générale c'est le contraire qui est vrai, que ce sont précisément les petites communes qui se portent le mieux financièrement et que les citoyens s'engagent volontiers pour «leur» commune, certains milieux exercent une pression, par des aides financières et une intense propagande et tentent ainsi d'imposer de telles réformes d'en «haut».

Maintenant on constate une résistance, car la commune a une grande importance dans notre système politique, notamment en ce qui concerne notre fédéralisme et notre démocratie directe. L'assemblée communale de tous les citoyens est la forme originelle de la démocratie. Sa liberté détermine également celle des individus, leur degré d'autodétermination, de coresponsabilité et d'autogestion dont la pratique imprègne le sens civique et le soucis du bien commun.

Les articles suivants donnent une indication sur le degré de prise de conscience concernant l'importance de cette liberté et à quel point les citoyennes et citoyens dans les communes se rendent compte de l'engagement nécessaire pour mettre en valeur ces bases de la démocratie.

Wohlenschwil: réunion d'information pour les autorités concernant la consultation sur la «Réforme des communes en Argovie»

par Benedikt Nüssli

La réforme des communes en Argovie fait des vagues: Le «Comité pour l'autonomie communale et une Argovie solidaire» a adopté une résolution lors d'une réunion fort bien fréquentée à Wohlenschwil.

La réforme des communes du canton d'Argovie, connue sous l'abréviation GeRAG, se heurte à une opposition politique des petites communes. Cela apparut nettement lors de l'assemblée à Wohlenschwil le 27 février, où 220 membres des autorités représentaient 110 communes. Le mécontentement envers le gouvernement s'exprima largement. «La résistance est de mise actuellement», selon un représentant du Fricktal.

Le projet de réforme des communes argoviennes fut envoyé en consultation par le gouvernement en janvier. Ce projet comporte de sérieux empiètements. Le premier consiste à mettre en place des appâts financiers pour inciter les petites communes à se regrouper. Les besoins fondamentaux prévus par la péréquation financière doivent être supprimés. Ainsi, le gouvernement veut promouvoir la formation de centres forts, tant dans les villes qu'à la campagne. La carotte et le bâton doivent servir à imposer les concentrations de communes là où c'est nécessaire.

On affiche sa volonté de résistance

Le «Comité pour l'autonomie communale et une Argovie solidaire» s'oppose vigoureusement aux plans du gouvernement. *Walter Gloor*, maire de Hallwil, ne met pas sa langue dans sa poche: «Le canton laisse entendre que les petites communes ne sont pas en mesure d'offrir des prestations efficientes, fondées et professionnelles. En fait, c'est le contraire. Le professionnalisme n'est pas tributaire de la grandeur de la commune.»

René Roca, conseiller communal à Oberrohrdorf, rappela l'histoire du canton et que Wohlenschwil fut le point de départ d'un fort mouvement d'opposition. En 1830, ce furent 3000 à 4000 personnes qui participèrent à une assemblée populaire. Le résultat en fut la première Constitution démocratique du nouveau canton d'Argovie. Selon l'historien Roca, les tentatives actuelles de fusions de communes rappellent les erreurs de la République helvétique et doivent donc être combattues sévèrement.

Ce sont les petites communes qui sont touchées

Marcel Rohner, responsable des finances d'Obermumpf, estime que des 56 communes argoviennes, comprenant chacune moins de 800 habitants, 43 recevraient une compensation financière correcte, selon la GeRAG. Mais 39 de ces 43 communes devraient augmenter leur taux fiscal de plus de 5% pour compenser l'élimination des besoins fondamentaux de la péréquation financière. On peut estimer que ces communes ne survivraient pas.

Selon *Guido Mattenberger*, maire de Wislikofen, cette démarche aurait des effets dévastateurs pour les très petites communes (nombre d'habitants oscillant entre 185 et 950). Le déficit des neuf communes provoqué par la péréquation financière atteindrait 930 000 francs. Une fusion leur coûterait encore 81 000 francs supplémentaires. Selon M. Mattenberger, «on ne peut récupérer cette somme. On doit s'attendre à un effondrement financier du fait de cette désolidarisation et l'écart entre les régions s'agrandira.» Selon M. Mattenberger et la plupart des représentants des autorités présents, l'autonomie communale est un bien précieux. L'Argovie mérite une meilleure réforme.

Débat animé

La discussion a révélé que la majorité des votants n'est pas d'accord avec la proposition du gouvernement. «Est-ce que tout ne dépend plus que de l'argent?» fut la question d'un des représentants. On en appela à plusieurs reprises à la solidarité entre les communes. «Il suffirait que la moitié des communes argoviennes s'y oppose pour faire capoter la réforme des communes», selon Walter Gloor. Une résolution fut adoptée à Wohlenschwil, dans l'espoir que de nombreuses communes la soutiendraient. MM. Gloor et Roca mirent le point final, en déclarant: «Nous avons encore un long travail à accomplir.» •

Première publication: *Reussbote du 22/2/08*
(Traduction *Horizons et débats)*

Quelques thèses inspirées de l'histoire au sujet de la réforme des communes dans le canton d'Argovie*

par René Roca, conseiller communal et historien

Remarque historique: Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que la commune de Wohlenschwil en Argovie est le point de départ d'un mouvement d'opposition important. Le 7 novembre 1830, entre 3000 et 4000 personnes ont participé à une réunion populaire à Wohlenschwil. Le résultat de ce mouvement d'opposition fut la première Constitution démocratique du jeune canton d'Argovie. A l'époque déjà comme aujourd'hui encore, la notion d'opposition ne signifiait pas l'immobilité et la préservation à tout prix de structures obsolètes, mais le progrès sous forme de la recherche de meilleures solutions, en l'occurrence de meilleures réformes communales et d'une véritable coopération entre les communes.

1. La Suisse se composait, sous l'Ancien régime déjà (donc avant 1798), de communes formées sans exception selon le modèle coopératif. Toutes ces communes, peu importe s'il s'agissait de villes ou villages, étaient fondées sur un noyau de citoyens jouissant de droits autonomes considérables. Ces communes développèrent une véritable culture de résistance contre toute tentative de leur enlever ou réduire cette «Ancienne liberté». Aujourd'hui, il est temps de renouer avec cette tradition de résistance.
2. Au cours du siècle des Lumières (XVIIIe siècle) l'«ancienne» et la «nouvelle» liberté communale s'unirent – le modèle coopératif fut complété avec les idées de l'égalité et de la démocratie. Pendant la République helvétique (1798 à 1803), les cercles dominants essayèrent de réduire l'autonomie communale. Ils n'atteignirent que partiellement ce but. La tentative de transformer la Suisse en un Etat unitaire échoua.

   Les tentatives actuelles de fusions de communes ne font, en principe, que réitérer les erreurs de la République helvétique: Le mépris de structures communales judicieuses et développées historiquement; l'imposition de réformes par la contrainte et les centralisations absurdes aboutissant à la création d'un appareil bureaucratique coûteux et éloigné des citoyens.
3. Au XIXe siècle, des associations telles que les cercles de lecture et le journalisme naissant furent des conditions essentielles pour faire évoluer la démocratie. Aujourd'hui, par contre, un débat constructif sur les fusions de communes fait défaut. Le Conseil d'Etat argovien essaie de manipuler l'opinion publique à l'aide de sondages coûteux. Souvent, les résultats de tels sondages sont répandus de manière peu critique et incomplète comme par exemple l'affirmation qu'au cours des quatre dernières années, le taux d'acceptation des fusions de communes aurait considérablement augmenté dans le canton d'Argovie. Celui qui analyse ces sondages soigneusement retrouve une réalité bien différente: La plupart des citoyennes et citoyens déclare être hautement satisfaits des conditions actuelles. Les structures communales sont saines et intactes. Les services fournis par les communes ne font guère l'objet de réclamations. Mais le gouvernement et les bureaux de communication en tirent des affirmations tendancieuses qui ne se fondent pas sur des bases sérieuses. Le but envisagé est manifeste: on veut affaiblir la résistance de la population (Tout ce qui est bien vient d'en-haut.)
4. Avec l'Etat fédéral de 1848 on trouva pour les communes un compromis idéal. Au sein de l'Etat fédéral l'autonomie des communes put être préservée en grande partie. L'Etat démocratique suisse se forma du bas vers le haut. Même si la Constitution fédérale de 1848 subit à deux reprises une révision totale, l'autonomie communale y est restée un pilier de notre système politique et doit être renforcée pour les tâches futures (notamment en temps de crise). Cela ne se fera décidément pas à travers la réalisation de la réforme communale prévue dans notre canton d'Argovie.
5. Les revendications en vue de davantage de démocratie directe survenues au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle, vinrent principalement des communes. Les opposants les plus acharnés de la démocratie directe et de l'autonomie communale, furent à l'époque comme en partie aussi aujourd'hui, les radicaux. C'étaient en effet les radicaux qui se méfiaient du peuple et qui ne commencèrent que peu à peu à apprécier les avantages de la démocratie directe et de l'autonomie communale. Les partisans en étaient à l'époque, les conservateurs et les socialistes, poussés évidemment par des mobiles bien distincts. Le phénomène actuel, que la plupart des partis politiques consentent à démanteler notre démocratie de base ancrée dans les communes, ne peut s'expliquer que par leur goût de la centralisation et leur aspiration à exercer le pouvoir. Il faut que nous résistions à ces tendances!
6. Au cours des derniers 160 ans, les communes suisses ont évolué d'une manière impressionnante, relevant continuellement de nouveaux défis. Aujourd'hui, ces potentiels sont crûment sous-estimés. Les «petits espaces autonomes», c'est-à-dire les communes actuelles, sont prêts et capables de trouver des solutions raisonnables aux problèmes pressants. Il importe qu'ils puissent le faire sans contraintes et manipulations par les autorités supérieures. •

* Ces 6 thèses suivent l'argumentation du projet de réforme des communes dans le canton d'Argovie.

Résolution de Wohlenschwil

Oui à un avenir démocratique et autodéterminé!

Le modèle suisse qui a fait ses preuves, se base sur des communes autonomes, démocratiques et localement ancrées. Si la «Réforme des communes dans le canton d'Argovie» (GeRAG) se réalise comme elle a été planifiée, le canton sera privé de ses meilleures forces. Or, l'avenir ne pourra être maîtrisé qu'avec des hommes et des femmes qui participent de leur plein gré à résoudre les tâches qui se posent.

Oui au fédéralisme suisse, fort de son système de subsidiarité équilibré et de sa grande autonomie communale!

La subsidiarité constitue un principe fondamental dans le concept de notre Etat. Cela signifie que dans la hiérarchie administrative le niveau supérieur doit s'occuper de tout ce qui dépasse les forces du niveau inférieur. Aujourd'hui, les communes sont capables de résoudre leurs tâches elles-mêmes. Mais le canton renvoie toujours plus de tâches sur les communes. Il leur prescrit jusque dans les détails, ce qu'ils doivent faire, tout en exigeant d'en porter eux-mêmes les frais. C'est ainsi que le canton méprise de plus en plus le principe de subsidiarité. La «GeRAG» continue à transmettre les compétences au canton, favorisant ainsi la centralisation.

Non à la désolidarisation organisée et à la manipulation par l'Etat!

Par l'abolition du principe de la prise en compte de la demande de base, les projets de «réformes des communes» mettent en question la péréquation financière et la compensation des charges cantonales. C'est précisément cette solidarité qu'ils veulent détruire, elle qui garantit le succès du modèle suisse et qui nous a apporté l'équilibre et la paix sociale.

Les conséquences financières de la «GeRAG» s'annoncent catastrophiques pour toutes les communes. Il s'agit donc d'empêcher de telles «réformes».

Le gouvernement argovien essaie de faire passer cette réforme communale au forceps, s'appuyant sur un appareil bureaucratique coûteux. Par la création ou l'extension de bases juridiques, les autorités cantonales tentent d'éliminer tout ce qui pourrait former un obstacle à la fusion prévue. Le gouvernement tente d'acheter le soutien des communes en leur promettant des fonds. Mais ainsi aucun problème ne trouvera de solution durable. Si deux ou plusieurs communes décident de fusionner, il faut que cela se fasse de leur plein gré et sans aucune contrainte extérieure.

Non aux fusions de communes forcées!

Si on recourt à des mesures contraignantes on ne produira que des perdants. Quiconque essaie de réaliser des fusions communales par la contrainte ne fait qu'avouer qu'il manque d'arguments convaincants. Pour affronter les tâches futures de manière flexible, il faut des réformes communales bien méditées, mais certainement pas un projet tel la «GeRAG»!

Dans quelle mesure les diverses solutions de prévoyance résistent à la crise économique

par Eberhard Hamer, professeur émérite à la Haute école spécialisée de Bielefeld

Selon une enquête récente de l'Institut des classes moyennes de Hanovre, assurer le financement de son existence prend toujours plus d'importance avec l'âge. La prévoyance vieillesse étatique ou privée est non seulement la bonne affaire du gérant de patrimoine, mais les dispositions prises par les particuliers ont une portée d'autant plus grande depuis que la forte expansion a cessé et que nous devons de nouveau faire face à une récession d'une certaine importance.

Dans l'ouvrage intitulé «Was tun, wenn der Crash kommt?» (Que faire lors d'un krach?) (*Olzog éditeur*), un groupement de l'*Institut des classes moyennes* a décrit les circonstances d'une nouvelle crise économique mondiale, examinant particulièrement la capacité de résistance à la crise des solutions de prévoyance vieillesse. Les résultats sont inquiétants et toute personne qui s'occupe de ce sujet devrait en prendre connaissance.

Rentes régies par la loi

A propos des rentes régies par la loi, le gouvernement a fini par avouer qu'elles ne peuvent constituer qu'un montant de base, car tout système de répartition comportant toujours davantage de retraités et toujours moins de personnes exerçant une activité lucrative doit finalement s'effondrer. Or le gouvernement est lui-même à l'origine de cette situation: depuis 30 ans, il a opéré une discrimination à l'égard des prestations des mères; les femmes qui se consacrent à l'éducation de plusieurs enfants ne reçoivent pas de rente pour cette prestation; si, toutefois, une femme se dérobe à cette tâche, et exerce une activité en faveur d'un tiers, souvent plus simple, sujette à cotisations, elle recevra une rente complète. Il en résulte les situations suivantes pour un couple marié: avec une seule personne exerçant une activité lucrative et des enfants, il faut épargner toute sa vie pour n'avoir qu'une rente lors de sa retraite; avec deux personnes en revanche, on peut s'offrir du luxe pendant sa vie active et reçoit même deux rentes, par la suite, fournies par les enfants des ménages à une seule personne exerçant une activité lucrative. L'éducation des enfants est donc pénalisée lors de la retraite, alors que la renonciation aux enfants procure une prime.

Si l'échec du système était théoriquement prévisible dès le début, même les fonctionnaires sociaux l'ont compris maintenant. La réduction des rentes restera donc durablement à l'ordre du jour. Or une injustice est commise dans la mesure où toutes les rentes sont de nouveau réduites, et non les seules dues à de simples cotisations sans formation de progéniture. Dans ce cas, il n'est pas non plus prévu de réduire la rente de moitié, seule la moitié des conditions d'accès à la rente étant remplie.

Le thème de la rente restera donc un objet de discussions politiques durable ces prochaines années, les rentes seront constamment amenuisées et les rentes d'Etat perdront toujours davantage leur caractère d'assurance vieillesse. C'est pourquoi les politiciens sociaux recommandent déjà de conclure de surcroît un contrat d'assurance vieillesse privée.

ISBN-10: 3789 28 09 63

Pensions versées par les entreprises

Les caisses de pension des entreprises ne constituent pas une assurance meilleure que celle de l'Etat, car celui-ci a toujours recouru à tout ce qui se trouvait à sa portée pour ne pas devoir avouer sa propre défaillance. Maintenant déjà, les rentes de vieillesse agricoles et les rentes d'employés sont additionnées pour ne former qu'une seule prévoyance. A l'avenir, les rentes versées par des caisses de pension d'entreprises ne constitueront plus de prévoyance supplémentaire mais seront englobées dans le système instable des rentes étatiques, les rentes d'entreprises formant une partie des rentes totales. Cela se justifie par le fait que les rentes d'entreprises ont été financées fortement par des avantages fiscaux. De plus, il serait choquant que les travailleurs et employés des grandes sociétés de capitaux bénéficient d'une prévoyance supplémentaire tandis que les collaborateurs de 96% des entreprises de classes moyennes en sont privés. Compte tenu du fait que les PMU forment 88% des finances publiques tandis que les sociétés de capitaux ont évité d'effectuer un paiement net depuis des années, l'avantage accordé en matière de rentes aux collaborateurs de ces dernières par rapport à ceux des entreprises de la classe moyenne ne se justifie plus.

photo mad

Il faut ajouter que non seulement la *Commerzbank* ne peut plus assumer ses versements de rentes d'entreprises, mais que d'autres grandes entreprises ne peuvent plus y procéder, doivent les résilier ou même faire faillite. L'impression antérieure des collaborateurs selon laquelle plus l'entreprise est grande, plus la prévoyance vieillesse est sûre, sera révisée complètement pendant la crise en cours.

Actions

Pendant des années, on a fait croire au bourgeois que les actions étaient des valeurs réelles sûres. De nombreuses personnes ont donc acheté des actions comme placement de prévoyance et pensé que la hausse des cours accroîtrait leur patrimoine.

Or l'action n'a pour valeur que le papier sur lequel elle est imprimée. Le reste est espoir. Parfois, l'espoir est grand, parfois il est faible. Celui qui fonde sa prévoyance sur l'espoir est un joueur. Il y a deux ans, de nombreux propriétaires d'actions ont dû le constater lors du krach. Il ne faut en aucun cas bâtir sa prévoyance sur les actions, qui ne doivent constituer qu'une adjonction en période d'expansion.

Fonds d'actions

Les fonds d'actions sont encore pires. Si leur publicité souligne que la combinaison de plusieurs actions dans un fonds assure un équilibre, plus de 90% des fonds sont contrôlés et diffusés par les banques. Les gérants de fonds agissent donc non en faveur du détenteur de parts, mais en faveur de la banque dépositaire, dont ils dépendent. Ainsi s'expliquent les mauvais placements, les risques et les coûts élevés des fonds. Ceux qui les exploitent, et non les investisseurs, en profitent donc.

Titres à intérêts fixes émis par des collectivités publiques et des entreprises

Les investisseurs en ces titres courent les risques suivants:

- Les collectivités publiques demeurent-elles solvables pendant la crise, suspendent-elles leurs paiements ou sont-elles dévalorisées en cas de faillite, comme l'Allemagne l'a vécu plusieurs fois?
- Quel niveau l'inflation atteint-elle durant la crise? L'inflation croissante dévalorise les obligations, émises à un montant nominal. Une réforme monétaire les détruit même largement. Les deux dévalorisations ont toujours accompagné des crises profondes. Et nous sommes de nouveau en crise.

Les placements en obligations ne constituent pas non plus de prévoyance vieillesse sûre, ils ne sont pas meilleurs que les placements en actions.

Fonds d'obligations

Pour les investisseurs, la valeur des fonds d'obligations est la même que celle des fonds d'actions: non seulement la crise les met en péril comme les titres à revenu fixe qu'ils comprennent, mais ils doivent payer des frais de gestion supplémentaires et courent le risque d'abus. Le seul avantage de ces fonds est que l'effondrement d'un seul débiteur ne détruit pas la valeur du titre, mais que de nombreux débiteurs équilibrent les risques en une certaine mesure. Mais si toute l'économie est en crise, l'avantage d'un équilibre des risques n'a plus guère d'importance.

Produits dérivés

Le public allemand est habilité depuis peu à effectuer des placements directs en produits dérivés, bien que quelques banques soient déjà en difficultés en raison de ces véhicules de placement et que l'abus de ces produits ait contribué pour une bonne part à la crise économique mondiale des années trente. Par la suite, les produits dérivés ont été interdits à juste titre. En effet, ils permettent de conclure des paris. Ils ne sont que l'assurance d'une prestation future, dont il ne faut même pas disposer de la valeur. On peut par exemple promettre de livrer à une certaine date des actions ou des obligations à un cours supérieur ou inférieur au cours actuel, bien que l'on ne possède pas ces titres. Le placement en produits dérivés est donc une roulette aux grandes possibilités de gain, mais à la perte encore plus certaine en période de crise. Ce véhicule se prête le moins à la prévoyance vieillesse.

Assurances sur la vie

Contrairement aux rentes d'Etat, basées sur le système de la répartition et dépendant donc des structures de la population, les compagnies privées d'assurances sur la vie sont fondées sur le système de la capitalisation et dépendent donc du capital accumulé. La crise actuelle des compagnies d'assurances sur la vie montre que quelques-unes d'entre elles ont commis des fautes considérables dans leurs placements et ont perdu beaucoup d'argent. La première est en faillite, d'autres suivront. Le premier risque de l'investisseur dans une telle compagnie est la solvabilité de la société elle-même. Il en va de même du taux d'intérêt promis par ces compagnies d'assurances.

Le deuxième risque que court l'investisseur est le taux de l'inflation se formant entre le paiement des cotisations et les versements de la compagnie. Ces 30 dernières années, les valeurs nominales se sont multipliées par 40 dans le monde, les valeurs réelles par quatre seulement. L'augmentation de la masse monétaire a entraîné une prospérité apparente. Toutefois, la monnaie non couverte excédentaire doit disparaître. Soit les valeurs réelles doivent être ajustées par dévalorisation de la monnaie (inflation), soit la crise force à une réforme monétaire. Les deux opérations dévalorisent les polices d'assurances sur la vie conclues à des valeurs nominales déterminées. Il faut s'attendre aux deux formes de dévalorisation au cours de cette crise économique mondiale.

La situation de l'assuré lui-même entraîne un troisième risque. S'il est frappé de chômage ou ne peut plus, pour toute autre raison, payer ses cotisations, et doit vendre sa police par anticipation, il perd même, en cas de rachat, une partie essentielle de son capital épargné.

Dans l'ensemble, les polices d'assurances sur la vie ne constituent pas non plus une prévoyance vieillesse sûre.

Placements immobiliers

Les placements immobiliers ont deux objectifs totalement différents: le propre usage ou la mise à bail.

1. Les immeubles utilisés par leur propriétaire – qu'il s'agisse de villas ou d'appartements – n'ont pas été achetés pour leur rendement, mais doivent couvrir les besoins d'habitation durablement. Cet objectif s'atteint d'autant plus facilement que les immeubles sont peu grevés d'hypothèques. Celui qui, durant la crise, habite dans son propre immeuble franc de dettes ne peut pas en être chassé, épargne son loyer et se trouve dans une meilleure situation que celui qui, de son faible revenu, doit encore déduire un loyer. Malgré la baisse éventuelle de la valeur marchande l'immeuble, cette manière d'utiliser un immeuble est un des plus importants placements de prévoyance vieillesse en cas de crise.
2. Les immeubles mis en bail à loyer ou à ferme par l'investisseur seront sujets à deux sortes de risques lors d'une crise:
   – En raison de l'appauvrissement et du chômage croissants subis pendant la dépression, de nombreuses personnes ne peuvent plus payer de loyers aussi hauts que jusqu'alors et doivent habiter ensemble; des appartements deviennent libres, difficiles à louer ou ne peuvent plus être

Suite page 7

CICR: «100 000 tonnes à distribuer – faits et gestes»

Aide à la survie – Soutien à la production économique de base – Restauration durable des moyens de production

Les contextes dans lesquels travaille le Comité international de la Croix Rouge (CICR) sont très différents les uns des autres, et ce, sur les plans géographique, culturel, politique ou économique. Les besoins sont donc extrêmement variés, et les interventions humanitaires menées pour y faire face doivent pouvoir s'adapter à cette diversité.

En matière d'assistance, la mission du CICR est de répondre aux besoins vitaux des populations touchées par des conflits armés, en leur fournissant de quoi assurer leur survie dans l'urgence: de l'eau, de la nourriture et un toit. Passé la phase critique, le CICR s'attache à favoriser l'autonomie alimentaire des populations et la restauration de leurs moyens de production.

La tâche de la Division logistique du CICR est complexe et requiert des ressources importantes. Pour faire face aux besoins des populations qu'il assiste, le CICR dispose de 3000 véhicules et de centaines d'entrepôts dans le monde entier. Les stocks du CICR sur le terrain pour les secours d'urgence représentent environ 60 millions de francs suisses, et ses achats atteignent quelque 350 millions de francs par an.

Les stocks principaux sont répartis dans deux bases logistiques: à Genève et à Nairobi. Celle de Nairobi est spécialisée dans les secours, et son stock d'aide non alimentaire permet de subvenir aux besoins de 100 000 personnes pendant trois mois. Celle de Genève est spécialisée dans l'équipement médical, l'assainissement et l'approvisionnement en eau.

A travers le monde, ce sont plus de 150 expatriés et 3000 employés de délégation qui déploient leur savoir-faire sur le terrain: logisticiens, acheteurs, logisticiens médicaux, responsables de stocks, responsables des opérations aériennes, responsables du parc automobile, mécaniciens et chauffeurs – tous contribuent à ce que, sur le terrain, les victimes de conflits armés reçoivent l'assistance dont elles ont besoin.

Evaluation

Avant toute distribution d'assistance, le CICR procède à une évaluation de la situation sur le terrain, afin de s'assurer qu'il couvrira les véritables besoins des victimes.

En consultation avec les responsables locaux, les membres du système médical et les représentants des communautés locales, le délégué du CICR recense les familles auxquelles l'institution doit apporter son soutien.

C'est aussi avec les responsables locaux qu'il détermine le type de soutien approprié, à savoir:

- *Aide à la survie:* lorsque les populations ne sont plus à même de satisfaire par elles-mêmes leurs besoins essentiels, le CICR met tout en œuvre pour les aider à survivre en leur fournissant de l'eau, de la nourriture et d'autres produits de première nécessité comme des articles d'hygiène, des ustensiles de cuisine, des couvertures, des tentes et des bâches, notamment.
- *Soutien à la production économique de base:* par la distribution de semences, d'outils agricoles et d'engrais, le CICR s'efforce de protéger les moyens vitaux de production des ménages et des communautés, afin que chaque foyer puisse conserver, dans la mesure du possible, sa capacité de production et son autonomie alimentaire.
- *Restauration durable des moyens de production:* quand la situation commence à s'améliorer, la population a besoin d'aide pour retrouver son autonomie économique. Avant de passer le relais aux acteurs du développement, le CICR met en place des programmes agricoles et vétérinaires, des projets de micro-crédits, etc., en collaboration avec les associations économiques locales et tous les partenaires institutionnels concernés.

A l'issue de l'évaluation, le délégué prépare sa commande en consultant le catalogue des articles d'urgence (Emergency items catalogue: *www.icrc.org/emergency-items)*, qui contient tous les articles utilisés par le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans ses activités de secours. Ce do-

Suite page 8

«Dans quelle mesure…»
suite de la page 6

loués du tout. En Allemagne, la diminution de la population génère la même tendance. On ne peut alors plus compter sur le même rendement des immeubles.

– La baisse des loyers et la difficulté à louer réduisent la valeur marchande des immeubles pendant la dépression. Au début des années trente, les valeurs marchandes sont descendues de quatorze à cinq ou six fois le loyer annuel. Les immeubles aussi perdent donc de leur valeur pendant la crise. Toutefois, cette perte se limite à quelque 50%, tandis qu'elle atteint jusqu'à 90% dans le cas des placements financiers (actions, obligations, etc.). Celui qui effectue des placements en immeubles ne s'en sort pas sans dommage, mais passe mieux par la crise qu'avec des placements financiers.

Placements en or

L'inconvénient du prix de l'or résulte du monopole qui manipule ce prix. Quand, toutefois, les placements financiers se sont effondrés durant la crise et que les prix des immeubles ont baissé aussi, une fuite vers l'or a toujours eu lieu. Pendant la crise économique mondiale actuelle également, des investisseurs veulent assurer leur patrimoine toujours davantage par des placements en or, la demande mondiale augmentera donc en conséquence, tandis que l'extraction d'or est beaucoup trop faible pour couvrir déjà la demande actuelle, ce qui entraînera des hausses de prix considérables. L'or ne se bornera donc pas à préserver sa valeur; son cours montera tant que la dépression s'accentuera. Par conséquent, l'or est un des moyens de conservation du patrimoine les plus sûrs contre les crises, pour autant que l'on en dispose matériellement. (Note du traducteur: les certificats d'or émis par les banques – même s'ils sont libellés en poids d'or – ont pour défaut que la solvabilité de la banque débitrice n'est pas assurée.)

Les actions de mines d'or incitent à la prudence. La plupart des mines d'or vendent leur production des années à l'avance et ne participent donc pas à la hausse du prix de l'or pendant la dépression. Seules les sociétés qui ne sont pas assurées et n'ont donc pas vendu à l'avance verront leurs cours monter et sont donc un placement indirect sûr en or.

Si la crise économique mondiale qui a éclaté se poursuit, un détenteur de patrimoine ne peut pas se contenter d'attendre que sa prévoyance vieillesse évolue au mieux, mais doit convertir la plupart de ses valeurs financières menacées par la crise autant que faire se peut en valeurs réelles. Celui qui attend perd le plus. Celui qui agit en tenant compte de la crise peut réduire sa perte.

Placement du patrimoine après la crise

Une prévoyance adéquate pour le placement de son patrimoine pendant la crise économique n'implique pas que ces placements soient corrects après la crise, bien au contraire. Beaucoup ont des effets négatifs en période d'expansion:

- L'or, par exemple, perdra de sa valeur après la crise, si l'expansion entraîne une remontée des valeurs financières et que les détenteurs d'or se concentrent de nouveau sur les valeurs financières. Il en résultera une baisse du cours de l'or. Il convient donc de vendre à temps ses encaisses-or pour acquérir d'autres valeurs, qui bénéficient de l'expansion.
- Environ six mois à l'avance, les actions effectuent le mouvement conjoncturel qui en fait des indicateurs avancés. Lorsqu'un nouvel essor se dessine, la hausse des actions sera supérieure à la moyenne, ce qui en fait un placement particulièrement intéressant.
- Une autre stratégie de placement consiste à profiter des prix immobiliers réduits durant le krach pour acheter des immeubles à louer. Un rétablissement de la conjoncture incitera les gens à payer de nouveau des loyers plus élevés et améliorera généralement les possibilités des propriétaires, le rendement et la valeur marchande des immeubles à louer montant.
- Après la crise, les obligations à revenu fixe peuvent redevenir un placement intéressant si les taux d'intérêt montent, mais que l'inflation demeure faible.
- Les placements dans des fonds n'ont pour conséquence qu'une répartition des risques. Par ailleurs, les principes régissant les placements d'actions et d'obligations demeurent les mêmes.
- Alors que la plus grande sécurité atteignable avant et pendant la crise consistait à ne pas avoir de dettes, on peut contracter des dettes en fin de crise pour l'essor qui se dessine, car les taux sont encore bas et les rendements montent. Dès que l'expansion se profile, on peut donc acheter des valeurs nominales ou réelles à prix de crise en contractant même des dettes.

Observant ce qui s'est passé pendant la dernière crise économique mondiale, au début des années trente, on constate que de nombreux détenteurs de patrimoine ont perdu alors tous leurs avoirs, pour n'avoir pas réagi ou avoir mal réagi. Cela ne doit pas se répéter pendant la crise actuelle. C'est pourquoi l'*Institut des classes moyennes de Hanovre* a publié l'ouvrage suivant destiné aux investisseurs: «Was tun, wenn der Crash kommt?» (Que faire lors d'un krach? *Olzog éditeur*, Munich, cinquième édition, 2004) •

(Traduction *Horizons et débats*)

«CICR: 100 000 tonnes à distribuer…»
suite de la page 7

cument indique les spécifications de chaque article et s'adresse aux fournisseurs comme au personnel de la logistique.

Ce catalogue permet de choisir les articles appropriés aux conditions locales et d'uniformiser le type de matériel distribué.

Achats

En effectuant les achats, le CICR s'assure que certaines règles sont respectées:

- Partout où cela est possible, le matériel est acheté localement ou régionalement, afin de réduire les coûts du transport;
- Tous les fournisseurs du CICR doivent garantir des conditions de travail acceptables pour leurs employés et attester qu'aucun enfant ne travaille dans leurs usines;
- Le matériel est soumis à de rigoureux contrôles de qualité et doit répondre à des critères de normalisation déterminés.

Si les produits ne peuvent être achetés localement, la commande de matériel est passée auprès des centres logistiques de Genève ou de Nairobi, ou auprès de la délégation régionale, qui s'en chargera.

En 2006, le CICR a dépensé 350 millions de francs suisses pour l'achat de matériel et la prestation de services (transport, manutention, etc.) dans le monde. Les achats ont été effectués, pour une moitié, dans les centres logistiques de Genève et de Nairobi et, pour l'autre, localement.

Pour répondre aux besoins des personnes qu'il assiste, le CICR dispose d'une flotte de véhicules de tous types et toutes catégories, allant de la moto au camion semi-remorque, qu'il gère et dont il assure la maintenance. Il travaille également avec un important réseau de sociétés de transport qui le secondent dans certaines de ces missions. Une bonne gestion de la flotte garantit que les véhicules sont bien adaptés aux voies de circulation locales qui peuvent aller, selon les contextes, de la route verglacée au sentier marécageux.

L'organisateur du transport de matériel de secours doit choisir le moyen de transport le plus approprié en se basant sur différents critères tels que la rapidité d'acheminement, le coût au kilomètre et les conditions de sécurité sur le terrain (mines, notamment). Les contextes évoluant parfois très rapidement, il faut sans cesse s'adapter, tout en veillant à utiliser les moyens de transport qui conviennent le mieux dans chaque cas précis.

En 2006, les 3000 véhicules du CICR (300 camions, 2300 quatre-quatre et 400 voitures légères) ont parcouru plus de 56 millions de kilomètres (près de 1400 fois le tour de la terre!).

Stockage

Le CICR dispose de plus de 80 000 m² de surface de stockage, soit l'équivalent de 11 terrains de football. Dans tous les pays où il est présent, ses entrepôts sont adaptés aux conditions climatiques ainsi qu'aux conditions de sécurité liées au conflit et, autant que possible, situés près des ports et des aéroports.

Dans les situations d'urgence, le CICR doit pouvoir intervenir rapidement et utiliser des lieux de stockage supplémentaires pour entreposer les marchandises qui seront ensuite acheminées là où elles manquent cruellement.

Quelques chiffres

En 2006, les entrepôts du CICR ont notamment reçu et distribué (liste non exhaustive):

Denrées	Poids en tonne
Riz	13 310
Sucre	2894
Sel	636
Haricots secs	3379
Lentilles	4344
Thé	158

Articles	Quantité
Couvertures	1 102 958
Matelas	14887
Savon	255 558
Lessive	1 260 492
Pâte dentifrice	19 676
Shampooing	3906
Tentes	6405
Bâches en plastique	359 424

La réception et le stockage des marchandises sont des étapes importantes, surtout lorsqu'il s'agit de denrées périssables. Quatre fois par an, en moyenne, le CICR renouvelle ses stocks de produits périssables et effectue régulièrement des contrôles de qualité.

Distribution

Avec l'aide des chefs de village ou des responsables locaux, les familles recensées au cours de la mission d'évaluation sont convoquées pour recevoir l'assistance qui couvrira leurs besoins essentiels.

Selon les circonstances et les régions du monde, le contenu des colis distribués varie. En règle générale, il existe plusieurs types de colis:

- Colis d'urgence: couvertures, jerrycans, savon, casseroles, seaux, gobelets, assiettes en aluminium, etc.
- Colis familial: jerrycans, bâches, assortiment d'ustensiles de cuisine, nattes, vêtements, seaux, etc.
- Colis d'articles d'hygiène: savon, shampooing, rasoirs, dentifrice, lessive, produit vaisselle, etc.
- Colis alimentaire: sucre, thé, farine, légumineuses, huile, sel, riz, etc.

En fonction de l'évolution de la situation, le CICR aide la population à retrouver son autonomie en lui procurant, par exemple, des semences, des outils agricoles et des engrais.

En 2006, le CICR a distribué plus de 100 000 tonnes de secours dans le monde. •

Pour le CICR en 2006, le transport par voie aérienne, c'était:

- 12 avions mis à sa disposition
- 12 128 tonnes de secours acheminées
- 11 619 heures de vol
- 58 vols charters depuis Genève
- 39 663 passagers

Comité international
de la Croix-Rouge (CICR)
Recherche de fonds privés
19, avenue de la Paix
1202 Genève
Suisse
Tél: +41 22 730 21 71
Fax: +41 22 730 28 99
don.gva@cicr.org;
www.icrc.org/donation
Compte postal (Suisse): n° 12-5527-6

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / Nº: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

❏ Veuillez faire parvenir six numéros à l'essai gratuitement aux adresses suivantes:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51

CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich